

# LE MENSUEL

La note de conjoncture de la Cellule Economique de Bretagne

Décembre 2025 #19

## ACTIVITÉ EN DEMI-TEINTE SUR CETTE FIN D'ANNÉE

La construction neuve de logements progresse sur un an, comme l'activité entretien-rénovation. Par contre, la construction neuve de locaux marque le pas, comme l'activité des Travaux Publics.

Page 3



**Des crédits immobiliers en hausse portés notamment par la baisse des taux d'intérêt**  
page 2

**L'actu en bref - Indicateurs clés**  
page 3

**Vue d'ensemble Construction**  
page 4

**Zoom : La filière Terre Crue dans la construction en Bretagne**  
page 5

**Revue thématique : « Bâtir l'avenir : aspirations des jeunes et besoins des entreprises à l'horizon 2035-2040 »**  
page 6

**La carte du mois**  
page 7

**Les actualités**  
page 8

  
UNE MARQUE DE LA CELLULE  
ÉCONOMIQUE DE BRETAGNE

Les dernières données disponibles montrent des disparités importantes par marché, par activité et par territoire.

La **construction neuve de logements** retrouve une orientation positive comme c'était le cas dans la majorité des autres régions françaises depuis quelques mois. La construction neuve de maisons individuelles continue de baisser mais sur un rythme moins marqué que les mois précédents, avec un point bas atteint en mai 2025. **Les mises en chantier de logements collectifs sont toujours dynamiques** et le rythme dynamique des autorisations de logements délivrées sur 12 mois glissants laisse présager un regain d'activité sur le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2026 à condition que l'ensemble des autorisations se transforment en mises en chantier. Les ventes des promoteurs immobiliers sont, par contre, toujours en recul.

En ce qui concerne la **construction neuve de locaux**, on assiste à un **retournement conjoncturel important** avec des m2 commencés en baisse comme les m2 autorisés (hors agricole), alimenté par la hausse des incertitudes économiques et politiques, dégradant la confiance des maîtres d'ouvrage publics (en cette période de fin de cycle électoral) et privés.

**Quant à l'activité sur le marché de l'entretien-rénovation, elle progresse** de 1 % en volume au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 alors qu'une baisse est observée au niveau national (-1,3).

**Du côté des Travaux Publics, l'activité se dégrade depuis l'été** en Bretagne avec une fin d'année en recul. Les **cahiers de commandes sont moins remplis** avec des inquiétudes sur le niveau d'activité pour 2026, année électorale. Du côté des Matériaux, une **reprise est ressentie** depuis les points bas atteints respectivement en février 2025 pour le BPE et en juin 2025 pour les granulats même si les volumes ne sont plus sur les niveaux des années précédentes.

## Des crédits immobiliers en hausse portés notamment par la baisse des taux d'intérêt

Selon les données de la Banque de France, l'encours des crédits immobiliers, y compris pour l'habitat des particuliers, est en hausse en Bretagne sur un an, porté notamment par la baisse des taux d'intérêt.

### Hausse de l'encours des crédits immobiliers sur un an à fin septembre 2025

Les crédits à l'habitat sont en hausse en Bretagne sur un an. L'encours des crédits immobiliers (y.c. habitat des particuliers) s'établit à 82,4 Md€ à fin septembre 2025. Il est en hausse de +1,4 % sur un an en Bretagne comme au niveau national (+1,2 %) et de +4,8 % depuis janvier 2023.

Cette hausse au niveau régional est portée par l'encours en Ile-et-Vilaine (+17,2 % sur un an pour un encours total de 31,3 Md€) et dans le Morbihan (+17 % pour un encours total de 17,9 Md€). Dans les deux autres départements, l'évolution est plus modérée : +1,6 % dans les Côtes d'Armor (pour un encours total de 12,5 Md€) et +1,5 % dans le Finistère (pour un encours total de 20,6 Md€).

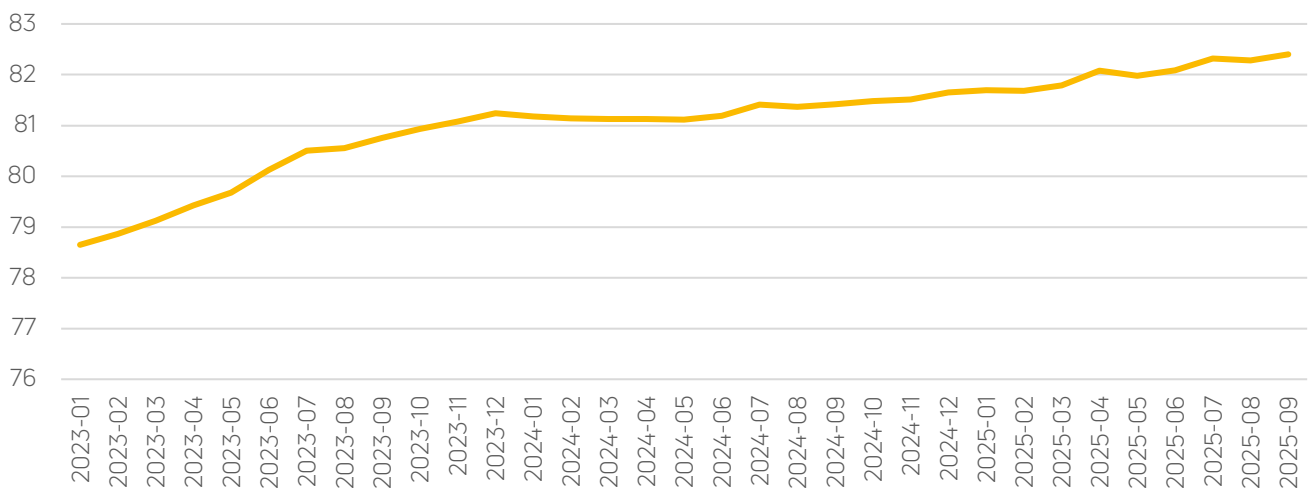
### Baisse des taux d'intérêt favorable aux emprunteurs

Cette hausse de l'encours des crédits s'inscrit dans un contexte plus favorable pour les emprunteurs, avec la baisse des taux depuis plus d'un an (2,99 % en moyenne en septembre 2025 contre 3,55 % en janvier 2024). C'est l'un des taux les moins élevés de la zone euro (3,31 % en Allemagne, 3,28 % en Italie).

La durée moyenne des crédits immobiliers octroyés aux particuliers reste à un niveau rarement observé par le passé : au niveau national, elle s'établit à 20,8 ans en octobre 2025 contre 13,6 ans en 2001.

Enfin, la part des primo-accédants pour l'achat d'une résidence principale représente la moitié de la production des crédits (53,1 %) en France.

Évolution des encours de crédit à l'habitat en Bretagne  
(en Md€)



## REPÈRES

# 82,4 Md€

Encours total de crédits immobiliers en Bretagne  
à fin septembre 2025

# 2,99 %

Taux d'intérêt moyen des nouveaux  
crédits à l'habitat (hors renégociations)  
en septembre 2025

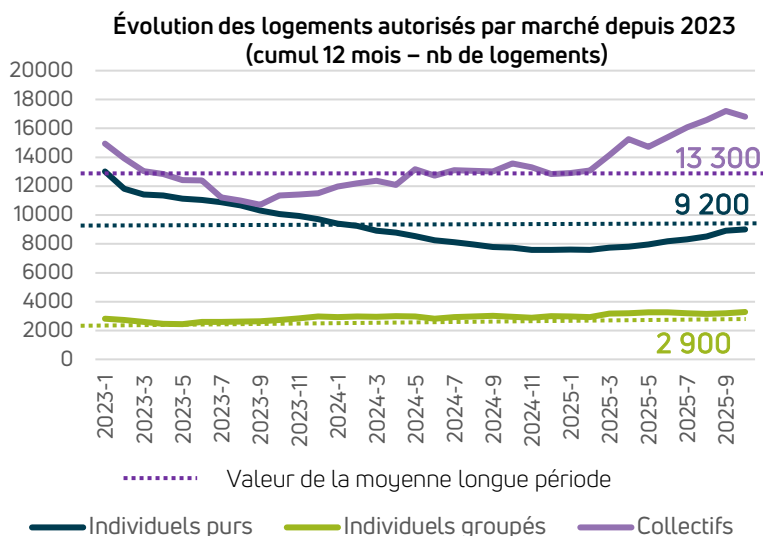
## INDICATEURS CLÉS

## SITUATION EN BAISSSE POUR LES BÂTIMENTS NON RÉSIDENTIELS (HORS AGRICOLE)

À fin octobre 2025, 20 900 logements ont été mis en chantier en Bretagne sur 12 mois glissants, en hausse de 2,6 %, par rapport à la même période de l'année précédente, un peu moins qu'au niveau national (+5,5 %). Il y a un mois, la Bretagne était encore dans une situation dégradée (-0,8 %) alors que la majorité des autres régions enregistraient une évolution positive. À fin octobre, une reprise se fait sentir en Bretagne. Même si **le nombre de logements individuels purs commencés est toujours en recul sur 12 mois (-4,3 %), ce repli s'amenuise de mois en mois (-9,2 % le mois dernier)**. La construction neuve de logements collectifs reste très dynamique (+5,8 % par rapport à la même période de l'année dernière), comme l'individuel groupé (+13,7 %).

S'agissant des **permis de construire**, ils sont en **forte hausse en Bretagne** en cumul 12 mois (+19,9 % par rapport à la même période de l'année précédente), grâce à **une demande bien orientée sur l'ensemble des marchés**, tout particulièrement le collectif (+23,9 %). Les maisons individuelles pures autorisées se redressent sur un an à 9 000 (+16,4 %), soit -2 % en dessous de la moyenne entre 2023 et 2025 : le PTZ étendu à tout le territoire et destiné à nouveau à l'acquisition d'une maison ainsi que des taux d'intérêt favorables expliquent en partie ces évolutions. **Le chiffre des autorisations est néanmoins à considérer avec prudence, l'intégralité des logements autorisés ne se transformant pas en mises en chantier.**

**Par département, les évolutions restent contrastées.** Concernant les mises en chantier, seul le Morbihan enregistre une forte baisse sur un an (-8,2 %), l'individuel pur et le collectif étant en recul. Les mises en chantier dans le Finistère augmentent légèrement (+0,7 %), la hausse du collectif étant compensée par les baisses dans l'individuel. Dans les deux autres départements, les mises en chantier progressent grâce à une bonne tenue de l'individuel groupé et du collectif ainsi qu'un arrêt de la dégradation de l'individuel pur. Du côté des autorisations, la progression est notable dans tous les départements, même si elle reste plus limitée dans le Morbihan (+1,2 %).



Source : en nombre pour les logements estimations à fin octobre 2025 - SDES, Sit@del2

**La construction neuve de locaux est en baisse** : sur 12 mois glissants, le nombre de m<sup>2</sup> commencés continue de diminuer avec un recul qui s'amplifie : -7,2 % à fin octobre, contre -2,7 % le mois dernier. Au niveau national, la Bretagne décroche avec 4 autres régions (Hauts-de-France, Grand Est, Bourgogne-Franche Comté et Occitanie), la moyenne nationale étant stable sur 12 mois (-0,1 %). La baisse des investissements en bâtiments agricoles (1<sup>er</sup> marché en m<sup>2</sup> commencés, -5,0 %), en bureaux (-37,2 %) et en entrepôts (-15,0 %) expliquent cette situation. En ce qui concerne les surfaces autorisées, la demande augmente (+2,1 %) portée uniquement par les bâtiments agricoles. **Hors agricole, c'est une forte baisse des m<sup>2</sup> autorisés (-6,8 %) qui est observée, notamment des entrepôts et des équipements publics.**

**Par département**, les m<sup>2</sup> commencés sont en diminution partout. S'agissant des m<sup>2</sup> autorisés, la demande est bien orientée dans les Côtes d'Armor et en Ile-et-Vilaine, stable dans le Morbihan et dégradée dans le Finistère. Hors agricole, les m<sup>2</sup> autorisés sont en baisse partout, notamment dans le Finistère (-37,2 %). Seul le département d'Ile-et-Vilaine enregistre une progression grâce à la bonne orientation de l'ensemble des marchés.

### ACTIVITE ENTRETIEN-RENOVATION EN LÉGÈRE HAUSSE AU 3<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2025

L'activité Entretien-Rénovation a progressé de 1 % (en volume) en Bretagne au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025, comme au 2<sup>ème</sup> trimestre, alors qu'au niveau national, elle est toujours dégradée (-1,3 %). La Bretagne ressort comme la 1<sup>ère</sup> région en termes d'évolution, devant les régions Centre-Val de Loire (+0,5 %), Normandie (+0,2 %) et Pays-de-la-Loire (0 %). Toutes les autres régions enregistrent des reculs d'activité, tout particulièrement PACA (-2,6 %).

Par marché, la rénovation de bâtiments non résidentiels est plus dynamique que celle du logements (+2,6 % contre +0,6 %). Du côté de la rénovation énergétique, l'activité est quasi-stable (+0,4 %).

### PROMOTION IMMOBILIERE : LES VENTES TOUJOURS EN RECUL

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025, 797 ventes ont été réalisées à destination de particuliers en Bretagne. Elles continuent donc de se replier en Bretagne : -2,1 % en cumul 4 trimestres et -8 % en cumul 9 mois (de janvier à septembre 2025 par rapport à la même période de l'année dernière). Il en est de même au niveau national (-2,1 % en cumul 4 trimestres). Les mises en vente pour les particuliers sont en baisse en Bretagne (-2,4 % cumul 4 trimestres) alors qu'elles progressent au niveau national (+15,2 % cumul 4 trimestres).

L'offre commerciale atteint son plus haut niveau avec près de 8 000 logements (+0,9 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025).

## VUE D'ENSEMBLE CONSTRUCTION

## Bretagne

## France

Sources : DREAL Bretagne – Sit@del2, Acoss-Urssaf, Insee – Sirene, Dares, France Travail, Sgfgas, FNTF, Unicem

## Bâtiment résidentiel – construction neuve

## Logements mis en chantier

Situation à fin octobre 2025 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

↑ +2,6% 20 900 lgts

↑ +5,5% 274 500 lgts

## Logements autorisés

Situation à fin octobre 2025 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

↑ +19,9% 29 100 lgts

↑ +12,0% 376 100 lgts

## Bâtiment résidentiel – commercialisation

## Réservations de logements par particuliers (indiv + coll)

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (évol 1 an)

↓ -6,1% 797 lgts

↓ -9,5% 14 421 lgts

## Encours de logements (indiv + coll)

A la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (évol 1 an)

↑ +6,6% 7 994 lgts

= -0,5% 122 977 lgts

## Prix des logements collectifs

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (évol 1 an)

↑ +3,7% 4 595 €/m²

↑ +4,3% 4 919 €/m²

## Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

## Travaux liés à l'éco-PTZ

De janvier à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2025 (évol 1 an), en M€

↑ +48,9% 125,64 M€

↑ +47,5% 1 425,03 M€

## Bâtiment non résidentiel - construction neuve

## Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin octobre 2025 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

↓ -7,2% 1 524 mill. m²

= -0,1% 20 560 mill. m²

## Surface de locaux autorisés

Situation à fin octobre 2025 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)

↑ +2,1% 2 765 mill. m²

↑ +5,2% 38 663 mill. m²

## Entretien-rénovation

Évolution de l'activité au 3<sup>e</sup> trimestre 2025Au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (évol 1 an)

↑ +1,0%

↓ -1,3%

## Évolution de l'activité – Logements

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (évol 1 an)

= +0,6%

↓ -1,5%

## Évolution de l'activité – Bâtiments non résidentiels

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (évol 1 an)

↑ +2,5%

= -0,6%

## Travaux Publics

## Activité récente

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (comparaison moyenne de longue période, solde d'opinion)

= +3

↓ -1

## Prévisions d'activité

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2025 (comparaison moyenne de longue période, solde d'opinion)

↓ -45

↓ -17

## Carnets de commandes

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (évol 1 an)

↓ -0,4 mois 4,0 mois

↓ -0,3 mois 6,8 mois

## Matériaux

## Production BPE

Production de BPE à fin septembre 2025 Cumul 12 mois, en m3

↑ +3,7% 2 474 994 m3

↓ -5,7% 32 239 560 m3

## Production Granulats

Production de Granulats à fin septembre 2025 Cumul 12 mois, en milliers de tonnes

↑ +4,7% 22 433 kt

↓ -1,2% 271 691 kt

## Appareil de production

## Emplois salariés dans la construction

A la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2025 (évol 1 an)

= -0,5% 83 448 sal.

↓ -1,7% 1 596 591 sal.

## Intérimaires Construction

Moyenne 12 mois à fin septembre 2025 (évol 1 an)

↓ -3,4% 6 895 ETP

↓ -4,5% 127 797 ETP

## Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2025 (évol 1 an)

= -0,6% 8 632 DEFM

↓ -1,8% 210 350 DEFM

Attention : Depuis le mois de janvier 2025, une évolution dans la procédure d'actualisation a conduit à augmenter le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, et en contrepartie à réduire d'une part le nombre d'inscrits en catégories B et C, et d'autre part le nombre de sorties des listes. Ces évolutions de demandeurs d'emploi catégorie A sont à prendre avec précaution.

## ZOOM :

## La filière Terre Crue dans la construction en Bretagne

La construction en terre crue connaît aujourd'hui un regain d'intérêt en Bretagne, porté à la fois par ses qualités environnementales, son confort d'usage et la mobilisation de ressources locales. Pratique ancienne du territoire, elle bénéficie désormais de nouvelles techniques qui font évoluer la filière et ouvrent aux entreprises des perspectives sur de nouveaux marchés : construction neuve de logements collectifs, bâtiments publics et entretien-rénovation. Dans un contexte de demande croissante, l'étude réalisée par la Cellule Économique de Bretagne pour le compte de la DREAL Bretagne, de l'ADEME en Bretagne et en partenariat avec le Conseil régional de Bretagne et la Fédération Bretonne des Filières Biosourcées (FB<sup>2</sup>) propose un état des lieux de cette filière.

## Un secteur majoritairement artisanal

Les données issues de l'enquête\* ont permis de dresser un portrait de la filière terre crue pour la construction en Bretagne à travers quelques chiffres clés : **86 entreprises mettent en œuvre la terre crue en Bretagne**, ce sont majoritairement des entreprises artisanales : **71 % emploient moins de 5 salariés**, dont 28 % aucun salarié.

**86** Entreprises répondantes mettent en œuvre la terre crue

**450** Salarié.es au sein des entreprises employeuses

**5,2** Nombre moyen de salariés par entreprise employeuse

**2,7** Nombre moyen de salariés mettant en œuvre la terre crue dans une entreprise

**28 M€**

Chiffre d'affaires minimum en 2023 (toutes activités confondues) pour les entreprises mettant en œuvre de la terre crue en Bretagne

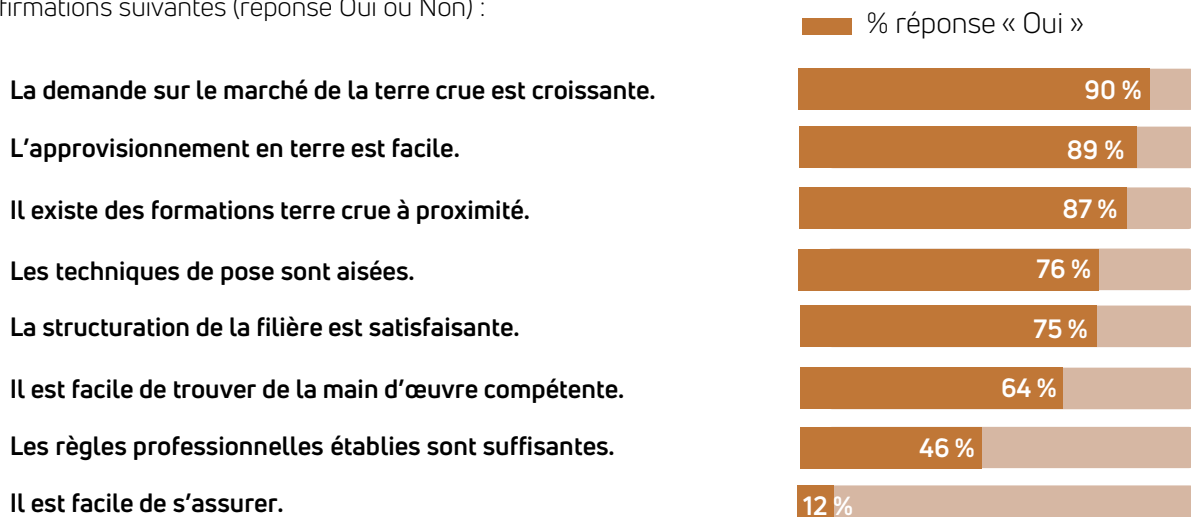
## Une filière et un savoir-faire ancrés et portés par des acteurs.rices expérimentés.es

La filière terre crue en Bretagne repose sur un vrai socle d'expérience et de savoir-faire. Parmi les entreprises interrogées, 6 sur 10 ont plus de 5 ans d'expérience dans la mise en œuvre de la terre crue. Et surtout, 43 % d'entre elles exercent depuis plus de 10 ans, ce qui montre une expertise déjà bien installée. C'est donc une filière mature, structurée autour d'acteurs historiques, souvent de petite taille, mais avec une forte maîtrise technique.

En moyenne, **chaque entreprise compte 1,9 salarié en capacité d'encadrer les chantiers en terre crue par entreprise et 1,8 salarié formé aux techniques terre crue**, donc des salariés majoritairement formés par des formations diplômantes au sein des entreprises. La filière dispose de capacités de transmission et de professionnalisation même si la taille réduite des structures peut encore limiter le recrutement ou la montée en puissance.

## Un regard globalement très positif et optimiste sur la filière de la part des professionnel.les

Les entreprises mettant en œuvre la terre crue ont été interrogées sur le regard qu'elles portaient sur la filière au travers des affirmations suivantes (réponse Oui ou Non) :



Source : [Étude de développement économique de la filière Terre Crue dans la construction en Bretagne](#) - Cellule Économique de Bretagne

\* Les réponses ont été obtenues grâce à une enquête composée de 28 questions envoyée à la base de contacts du Collectif Terreux Armoricaïns, entre octobre 2024 et janvier 2025. 130 réponses ont été obtenues dont 86 réponses d'entreprises mettant en œuvre la terre crue. Les chiffres de l'étude se basent donc sur ces réponses. 5 entretiens qualitatifs ont également été réalisés.

Cellule Economique de Bretagne | 7 boulevard Solferino, 35000 RENNES | 02 99 30 23 51 | contact@institut-veia.fr

# Revue thématique : « Bâtir l'avenir : aspirations des jeunes et besoins des entreprises à l'horizon 2035-2040 »

Dans un contexte de transformations majeures du secteur du Bâtiment, le CCCA-BTP a réalisé une étude prospective sur le regard et les aspirations des jeunes générations vis-à-vis des métiers du BTP et sur les besoins des entreprises à l'horizon 2035-2040 afin d'apporter des éclairages aux organismes de formation, aux entreprises et aux organisations professionnelles du secteur et de guider leurs actions.

## 2040 : vieillissement, climat et technologies redessinent le secteur du BTP

À l'horizon 2040, le secteur du BTP fera face à de nombreuses transformations. La France vieillit et la population active diminue. Les départs massifs à la retraite dans le secteur tendent encore davantage le marché du travail. Dans le même temps, les pressions climatiques imposent une accélération de la rénovation énergétique et de l'adaptation du bâti. Les innovations technologiques se généralisent : BIM, robotisation, construction modulaire et outils numériques deviennent incontournables. Enfin, les tensions sur le recrutement s'intensifient, avec des créations d'emploi dans les métiers du BTP estimés entre 120 000 et 200 000 d'ici 2030.

### Les attentes des jeunes évoluent

Les jeunes privilégient avant tout la stabilité, une rémunération correcte et un équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Mais ils recherchent davantage de sens, une attention portée à l'environnement, une diversité réelle et des modes de management plus modernes. **Ces aspirations, encore concentrées chez les plus diplômés, devraient se généraliser dans la prochaine décennie.** Pour les atteindre, les canaux d'information doivent être réinvestis : l'influence des proches reste forte, mais les stages, les visites de chantiers et les réseaux sociaux jouent un rôle croissant. Les formats immersifs et les témoignages directs apparaissent comme des outils efficaces pour susciter l'intérêt.



### Quelques enseignements clés de l'étude

- L'attractivité du secteur reste fragile et doit être renforcée face à la concurrence intersectorielle.
- La formation doit s'adapter, en intégrant les nouvelles technologies, l'écoconstruction et l'entrepreneuriat.
- Les innovations technologiques sont ambivalentes : elles attirent mais peuvent creuser des inégalités entre métiers.
- Les conditions de travail sont décisives pour limiter l'usure professionnelle et fidéliser les jeunes.

### Quatre scénarios prospectifs (2035–2040) envisagés à partir de l'analyse de 12 variables clés

- Dans le premier scénario, les difficultés d'attractivité persistent : la modernisation est réelle mais trop lente et l'image du secteur reste exigeante.
- Le deuxième scénario décrit une jeunesse divisée entre opportunités et précarité, avec un marché dynamique mais marqué par la flexibilisation et les inégalités.
- Le troisième scénario ouvre la voie à une attractivité durable : planification écologique, amélioration des conditions de travail et communication efficace permettent de fidéliser les talents.
- Enfin, le quatrième scénario évoque une véritable guerre des talents, où les entreprises rivalisent d'offres et d'avantages pour attirer des profils rares, au prix d'une mobilité accrue et d'une fidélisation difficile.

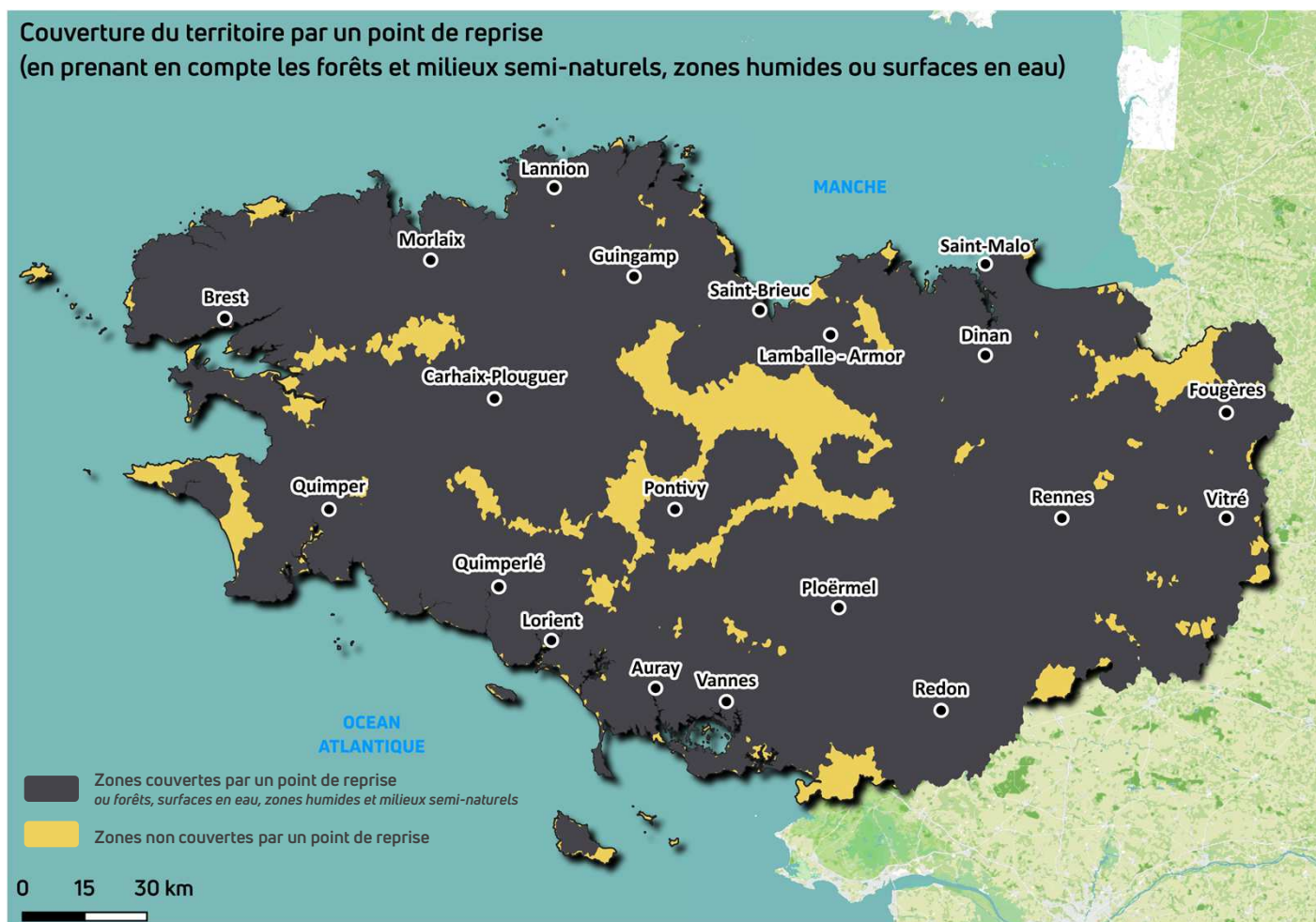
## LA CARTE DU MOIS

## Analyse des zones sans point de reprise « actifs REP PMCB »

Cette carte représente la couverture du territoire breton par les points de reprise des déchets « actifs REP PMCB ». Autour de chaque point, une zone d'accessibilité routière, soit une **iso-distance de 10 ou 20 kilomètres** selon le dynamisme local, est tracée. Ces zones indiquent l'étendue réelle dans laquelle un professionnel peut atteindre un point de reprise depuis son entreprise.

L'analyse intègre également l'occupation des sols : les forêts, milieux semi-naturels, zones humides ou encore étendues d'eau sont considérés comme des espaces non exploitables pour l'implantation de nouveaux points de reprise. Ces secteurs apparaissent donc aussi en noir sur la carte. La lecture se concentre ainsi principalement sur les zones jaunes, qui représentent les espaces non encore couverts et susceptibles d'accueillir de futurs points de reprise.

Bien que 90 % de la surface au sol soit aujourd'hui couverte par au moins un point de reprise, un indicateur plus révélateur est celui de la couverture des entreprises du bâtiment. En effet, **96 % d'entre elles disposent d'un point de reprise à proximité**, un résultat qui témoigne d'un maillage territorial particulièrement performant et d'un excellent taux de couverture.



Réalisation : Cellule Économique de Bretagne

Sources : UE-SOeS, CORINE Land Cover, 2018.

## REPÈRES

414

Points de reprise « actifs REP PMCB »  
accueillant des professionnels en Bretagne

96 %

des entreprises du Bâtiment sont couvertes  
par, au moins, un point de reprise « actifs REP  
PMCB » accueillant des professionnels

# Les actualités de la Cellule Économique de Bretagne

Retour en images sur les événements du mois !

## Retour sur le webinaire de restitution de l'étude sur la filière Terre Crue en Bretagne - 13 novembre 2025

La Cellule Économique de Bretagne a organisé un webinaire de restitution de l'étude sur le développement de la filière Terre Crue dans la construction en Bretagne financée par la Dreal Bretagne et l'Ademe en Bretagne et en partenariat avec le Conseil régional de Bretagne et la Fédération Bretonne des Filières Biosourcées (FB2).

Au programme : état des lieux de la filière, dynamiques de marché, enjeux et perspectives de développement.

Merci aux intervenants pour la qualité des échanges !



Retrouvez le replay entier ici : <https://lnkd.in/eephaGvu>



## Retour sur la 2<sup>ème</sup> édition du Petit Déjeuner Conjoncture BTP – 2 décembre 2025

Cette 2<sup>ème</sup> édition a réuni une trentaine de participants dans un format mixte visio/présentiel. Nous remercions la FFB Ile-et-Vilaine pour l'accueil !

Au programme :

- Un tour d'horizon complet de la conjoncture dans le secteur de la construction : construction neuve, entretien-rénovation, activité des Travaux Publics, Matériaux de construction et emploi.
- Un tour de table a ensuite donné la parole aux participants : **un ralentissement de l'activité a été souligné sur cette fin d'année avec des carnets de commandes moins remplis et des inquiétudes pour l'année électorale à venir avec un attentisme important de la part de la clientèle publique et privée.**

Votre participation confirme l'intérêt de tous pour ce format court qui donne les chiffres clés afin de mieux comprendre et anticiper les évolutions. Rendez-vous en avril 2026 pour la 3<sup>ème</sup> édition !



**Le Président Champs et toute l'équipe de la Cellule Économique de Bretagne vous souhaitent de très belles fêtes de fin d'année !  
Nos bureaux seront fermés du 26 décembre au 2 janvier 2026. Rendez-vous le 5 janvier 2026 !**

## Avec le concours des membres de la Cellule Économique de Bretagne

Membres fondateurs :



Membres de droit :

Préfecture de la région Bretagne  
Conseil régional de Bretagne  
Trésorerie Générale  
Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne (DRAAF)  
Conseil Economique, Social et environnemental régional de Bretagne (CESER)

Banque de France  
Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Bretagne (DREETS Bretagne)

Membres actifs :

Aro HLM Bretagne  
Banque du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP Banque)  
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)  
Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment du Finistère

Conseil de l'Ordre des Architectes de Bretagne  
Fédération du BTP des Côtes d'Armor  
Fédération du BTP du Finistère  
Fédération du BTP d'Ille-et-Vilaine  
Fédération Morbihannaise du BTP

Fédération Ouest des SCOP du BTP  
Fédération des Promoteurs Immobiliers Bretagne (FPI Bretagne)  
Fédération des Distributeurs de Matériaux de Construction de Bretagne (FDMC)  
Fibois Bretagne  
Rennes Métropole

